

En outre, cela se fera au détriment des intérêts du Canada en Espagne alors même qu'ils étaient en forte augmentation. «Notre programme d'aide au Maroc, et par conséquent nos relations politiques avec le Maroc, a souligné l'ambassadeur, se dégraderaient totalement.»¹⁵

Le Ministère voulait l'aider, mais la demande soutenue pour l'affectation de diplomates aux pays nouvellement décolonisés en Afrique et dans les Caraïbes épuisa ses ressources, et il demanda à Rogers de la patience.¹⁶ Rogers, cependant, poursuivit sa campagne sans relâche en faveur d'une mission résidente. Écrivant en février 1968, il a de nouveau signalé que «les Marocains nous prendraient pour des fous, nous qui offrons des millions pour l'aide puis administrons le programme d'une façon indigne voire avare. » En 1969, il était clair que l'absence d'une mission canadienne résidente était devenu le problème majeur dans les relations canado-marocaines. Lorsque le successeur de Rogers, J.E.G. Hardy, a présenté ses lettres de créance en décembre, il indiqua tristement que «c'était le seul sujet consistant que le roi avait abordé.»¹⁷

Heureusement pour Hardy, les perspectives d'Ottawa allaient changer. Le Premier ministre Pierre Trudeau, élu en avril 1968, se dépêchait de promouvoir le patrimoine bilingue et biculturel du Canada à l'étranger. Son intérêt pour les relations avec les pays francophones reflétait sa détermination à contrecarrer les ambitions croissantes du Québec de s'assurer un rôle international distinct. Sa position était claire: " Il existe des pays grands, des pays petits, mais il n'y a pas de demi-pays"¹⁸. Quand Ottawa apprit que la province francophone avait prévu d'envoyer des experts conseillers à Rabat, le ministère des Affaires extérieures réagit. Mitchell Sharp, ministre des Affaires étrangères du Canada, accepta finalement d'ouvrir une mission à Rabat dans le courant de l'exercice 1970-1971, mais il signala que la question devrait suivre le processus normal, de la consultation interdépartementale à